

TRACT AUX CHEMINOTS

CTN Équipement

Montreuil, le 15 juin 2023



ÉQUIPEMENT

ÉQUIPEMENT PROCHE DE LA RUPTURE!

Les cheminots
de l'Équipement
connaissent
aujourd'hui, une réelle
perte de repères.
Les causes en sont
multiples mais elles ne
sont pas irréversibles!

Les raisons sont
connues : sous-effectif,
salaire non attractif,
non-reconnaissance
de la technicité
et des examens,
conditions de travail
qui se dégradent...
Pour la CGT,
il convient aujourd'hui
de dépasser les
constats. La situation
est trop dégradée,
proche de la rupture !

LES EFFECTIFS

Depuis des années, les effectifs n'ont cessé de décroître au sein de nos métiers. La situation actuelle est telle que nous ne pouvons plus assurer l'ensemble de nos missions de service public en toute sécurité et en qualité, comme nous l'imposent nos métiers. Les reports de lot de maintenance d'installations de sécurité sont désormais légion. Les périodicités d'astreinte ne sont plus respectées. L'enfumage qui consistait à masquer ce manque d'effectifs en nous remplaçant par des entreprises privées est tombé.

Face à ce délitement, le niveau d'embauche 2023 annoncé par la Direction serait historique pour le service électrique. Ce qui est édifiant, c'est que ce niveau de recrutement est en lien avec les sous-effectifs actuels dans ce métier, le site de la gare Montparnasse, par exemple, avec 50 % des postes qui ne sont pas tenus, c'est scandaleux!

S'agissant des autres métiers de l'Équipement, la tendance s'accentue. Un nouvel exemple vient appuyer ce fait et semble décrire parfaitement l'urgence dans laquelle certains collectifs se trouvent. L'UO Éale Alpes connaît des effectifs tendus depuis plusieurs mois. Aujourd'hui, la situation s'est fortement dégradée! Hier au nombre de 10, il ne reste que 5 agents aujourd'hui!

Pour la CGT, il convient de faire bouger les lignes. La CGT revendique 5 925 embauches. Aujourd'hui, seules 1 000 sont budgétisées !

UNE PRODUCTION DÉSORGANISÉE

Alors que l'organisation de la production aurait dû être améliorée, Maintenir demain l'a davantage désorganisée. Cela couplé aux sous-effectifs, les conditions de travail sont donc frappées de plein fouet. Les cheminots jusqu'à l'encadrement sont victimes d'un mal-être au travail avéré.

Cette déstructuration liée au manque de moyens humains impacte énormément la sécurité. Les politiques d'entreprise, particulièrement à l'Équipement, tracent un avenir similaire aux conditions d'emploi des cheminots des entreprises soustraitantes. Pour rappel, celles-ci sont dramatiques, avec quatre décès ce dernier semestre. Ces conditions, la CGT n'en veut pas !

L'organisation de la production ne peut engendrer plus de mal-être. Supprimer les DPX et créer les ordonnanceurs sans jamais travailler à un équilibre et à un partage de la charge de travail pose de réelles questions.

Pour la CGT, il apparaît qu'un RDU de chaque spécialité dans les UTM, des ATU en appui des N+1 pour soulager la charge de travail, le maintien des parcours d'astreinte de proximité, l'arrêt de la GMAO sans formation, sans moyens, en actant une prévision de productivité généralement fausse... sont des éléments qui apporteraient des améliorations en termes de qualité de vie au travail.







SÉCURITÉ OU PROFITS ?

Enfermés dans une logique de productivité, les cheminots ne sont plus en capacité d'effectuer la maintenance conformément aux règles en vigueur, impactant de fait la sécurité ferroviaire.

La Direction n'a tiré aucun enseignement de l'accident de Brétigny. Elle avance dans sa politique de casse de l'entreprise intégrée SNCF. Malgré la décision de justice mettant en cause la politique de l'entreprise et le manque de moyens humains, la Direction s'obstine à poursuivre cette mauvaise voie.

Pire, en mars 2022, les sénateurs Maurey et Sautarel ont produit un rapport d'information au Sénat. Parmi ses recommandations figure la sortie de SNCF Réseau « pour que son indépendance soit réellement garantie » dans le cadre d'une nouvelle réforme ferroviaire. Le président Farandou a, le 7 avril 2022, adressé un long courrier à ses rédacteurs. Il pointe notamment le « non-financement de ce même réseau par les nouveaux entrants », tout en soulignant les insuffisances de financement du réseau par l'État.

ÉLEVER LES CONSCIENCES POUR ÉLEVER LE RAPPORT DE FORCE

Pour la CGT, la sécurité doit primer sur les profits ! Ces derniers, pharamineux, se sont fait sur la casse du statut, les conditions de travail des cheminots et la sécurité. Nous revendiquons un retour à une entreprise unique et intégrée de service public : la SNCF !

Pour cela, de réels engagements doivent être pris par la Direction pour l'ensemble des cheminots de l'Équipement, à savoir :

- un recrutement pour 2023 à hauteur de 5 925 ;
- la réduction du temps de travail à 32 heures maximum, 4 nuits maximum ;
- les moyens matériels et organisationnels pour réaliser leur travail ;
- une augmentation de la prime de travail pour la reconnaissance de la technicité des métiers.

